

**Accord professionnel**

**COMMERCES NON ALIMENTAIRES  
(SAINT-MALO)  
(26 décembre 2007)**

**PROTOCOLE D'ACCORD DU 26 DÉCEMBRE 2007  
RELATIF AUX CONDITIONS D'EMPLOI DES SALARIÉS ET D'OUVERTURE  
DES COMMERCES NON ALIMENTAIRES DE SAINT-MALO *INTRA-MUROS*  
LE DIMANCHE**

NOR : ASET0850195M

**PRÉAMBULE**

Les commerçants et artisans regroupés au sein de l'association Intra-muros commerçants et artisans (IMCA), représentés par l'union des entreprises pour l'Ille-et-Vilaine, estiment que les périodes pour lesquelles ils sollicitent la dérogation au repos dominical en application de l'article L. 221-8-1 du code du travail, c'est-à-dire :

- la période de la saison touristique du 15 juin au 15 septembre ;
- les périodes de vacances scolaires de Pâques et de Noël ;
- les périodes correspondant aux grandes manifestations à caractère sportif, récréatif ou culturel dépassant le cadre local, telles que le festival « Mer et découverte », le festival « Etonnants voyageurs », « Quai des bulles » et le départ de la « Route du Rhum », doivent être reconsidérées en raison des effets conjugués des caractéristiques de ce site, de son animation et des conséquences de la mise en œuvre des « 35 heures » qui amplifient l'accroissement de la fréquentation de l'*intra-muros*, le dimanche, sur l'ensemble de l'année.

Ce mouvement s'est accéléré depuis plusieurs années et se concrétise désormais par une fréquentation touristique accrue sur tous les dimanches, ayant notamment pour conséquence un déplacement de l'activité économique de la semaine vers le week-end.

Par suite, ils estiment que le recours à l'emploi de salariés le dimanche s'avère nécessaire pour permettre l'ouverture de ces commerces, en maintenir la rentabilité et par conséquent les emplois, compte tenu de l'importance du chiffre d'affaires réalisé ce jour-là.

Le travail le dimanche des salariés entraînera le versement de contreparties.

Pour atteindre cet objectif, les parties conviennent ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Dimanches travaillés*

Les employeurs des commerces non alimentaires de Saint-Malo *intra-muros* pourront ouvrir leurs établissements tous les dimanches, mais leur personnel ne pourra être employé que dans la limite de 28 dimanches par salarié.

Les dimanches travaillés seront portés à la connaissance du personnel concerné et affichés dans les locaux de travail au moins 15 jours à l'avance. Ce document d'information daté et paraphé par l'employeur sera tenu à la disposition des services de l'inspection du travail.

La mention de la date et de l'utilisation des 28 dimanches travaillés est portée sur les documents d'enregistrement et sur les bulletins de paie, en application des articles R. 221-10, § 2, R. 221-11, § 3 et 4, et R. 143-2, § 5, du code du travail.

## **Article 2**

### *Contreparties du travail le dimanche*

Les heures de travail effectuées les 28 dimanches donneront lieu à une majoration de 90 % du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 30 juin 2008 et de 100 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008 et pendant toute la durée de l'accord. Cette majoration prendra la forme d'une rémunération. A la demande expresse du salarié, la majoration en espèces pourra être remplacée par un repos compensateur.

En accord avec l'employeur, le repos compensateur acquis en application du présent article pourra donner lieu à cumul dans la limite de 5 jours.

Les périodes de prise du repos seront fixées d'un commun accord et devront se situer en dehors de la période 14 juillet-31 août.

Cette majoration s'applique sauf usage ou dispositions contractuelles ou législatives plus favorables.

Dans les entreprises au sein desquelles le salaire intègre déjà des majorations de salaire pour travail le dimanche à hauteur d'au moins 100 %, il n'y aura pas lieu d'appliquer la majoration prévue par l'alinéa 1 du présent article. Si le salaire intègre des majorations inférieures à celles prévues à l'alinéa 1, un complément devra être versé afin que la majoration atteigne ce montant.

## **Article 3**

### *Emploi*

Le travail le dimanche sera proposé en priorité aux salariés déjà en place dans l'entreprise, et plus particulièrement aux salariés à temps partiel. En cas

de refus de leur part, l'employeur aura recours à une nouvelle embauche, notamment par le biais éventuel d'un groupement d'employeurs. Les salariés sont libres d'accepter ou de refuser ; le refus ne pourra entraîner de sanction.

#### **Article 4**

##### *Adhésion à l'accord*

L'emploi du personnel le dimanche étant subordonné à une autorisation administrative d'une durée limitée, chaque employeur d'un commerce de détail non alimentaire de Saint-Malo *intra-muros* souhaitant déroger à la règle du repos dominical devra personnellement adhérer au présent accord et transmettre un justificatif ci-joint de son adhésion à l'appui de sa demande à la sous-préfecture de Saint-Malo. Cette formalité sera valable pour la durée de l'accord, soit 5 ans.

#### **Article 5**

##### *Information*

L'IMCA informera l'ensemble de ses adhérents du contenu et des conditions d'application du présent accord au cours du mois de janvier 2008 ou lors de leur adhésion pour les nouveaux membres.

Un exemplaire de cet accord sera remis à chaque salarié par son employeur et affiché dans les locaux de travail.

#### **Article 6**

##### *Suivi de l'accord*

Il est créé un comité de suivi composé de l'IMCA et des parties signataires. Il se réunira à mi-accord, à savoir la 1<sup>re</sup> quinzaine de juin 2010. Il sera chargé de faire un bilan d'application de l'accord, et notamment rendra compte des éventuelles difficultés rencontrées dans son application.

Les employeurs garantissent la liberté de contact entre les organisations signataires et les salariés, y compris sur les lieux de travail, sans que cela perturbe le bon fonctionnement de l'entreprise ni les relations avec la clientèle.

#### **Article 7**

##### *Durée de l'accord. – Date d'entrée en vigueur*

Le présent accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Il est conclu pour une durée déterminée de 5 ans.

Son application prendra donc fin automatiquement à la date du 31 décembre 2012.

#### **Article 8**

##### *Dépôt de l'accord*

Le présent accord sera déposé auprès du ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité, direction générale du travail, ainsi qu'au greffe du conseil des prud'hommes de Saint-Malo.

Fait à Saint-Malo, le 26 décembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

Union des entreprises pour l'Ille-et-Vilaine (UDE 35).

**Syndicats de salariés :**

Union départementale 35 CFTC ;

Syndicat des services CFDT 35 ;

Union locale CFE-CGC.